

## Les Mardis du quai Voltaire

### Une alimentation saine et durable, utopie ou réalité économique ?

Mardi 18 septembre 2018

*La séance du 18 septembre 2018 a éclairé la transition écologique dans le secteur agricole et alimentaire, montrant la remise en question de principes économiques solidement implantés mais simplistes, ainsi que les efforts pour une meilleure appréhension de la réalité sociale et anthropologique, à l'instar de certaines innovations commerciales.*

#### Intervenants :

- **Philippe Mauguin**, président directeur général INRA (8.000 chercheurs, dont 1.850 titulaires), ancien directeur de cabinet de Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture (2012-2017).
- **Philippe Chalmin**, économiste spécialisé dans les marchés internationaux des matières premières, président fondateur de « Cyclope », groupe de réflexion qui publie un rapport sur les marchés internationaux.
- **Antoine Boucomont**, chef de PME « Le Delas » (épicerie fine en gros, Rungis).
- **Laurent Pasquier**, fondateur de « La marque du consommateur » et de « C'est qui le patron ?! », avec Nicolas Chabanne, marques recherchant une juste rémunération au producteur.

**Animatrice : Catherine Berger**, journaliste indépendante

#### Séquence I : Concilier les enjeux économiques et écologiques

Ph. Mauguin passe en revue les variables de l'équation : évolution de la population mondiale, nombre de calories consommées par habitant, équilibre consommation végétale/consommation animale, pertes par gaspillage, adaptation au changement climatique et perte de biodiversité, recherche. Ph. Chalmin : pour multiplier par deux la production, il faut payer les producteurs au juste prix. A. Boucomont : le défi est de préserver la santé de la terre, des agriculteurs et des consommateurs. L. Pasquier : surmonter les suspicions et rétablir la confiance des consommateurs.

Également évoqués : méthodes d'une agriculture durable par opposition au « productivisme » ; travaux Agrimonde de l'IDDRI (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales) ; les productions animales dans l'équilibre alimentaire et dans celui des systèmes agricoles durables.

#### Séquence II : L'économie de l'alimentation saine et durable

L'ère des prix administrés (1936-2007) étant révolue, observe Ph. Chalmin, les prix répondent désormais aux lois du marché libre. L. Pasquier : évitons le simplisme ; les prix expriment une variété de qualités et de situations, variété qu'il faut promouvoir pour rétablir la confiance entre consommateurs et producteurs, singulièrement en France, réputée pour son excellence alimentaire. Antoine Boucomont s'inscrit dans cette démarche avec l'idée d'une « évangélisation » du consommateur : le convaincre qu'il est dans son intérêt de payer le prix de produits de qualité (promotion de l'huile d'olive de Crète). L. Pasquier : connaître et répondre aux priorités du

consommateur ; selon les enquêtes: 1/ le prix, 2/ l'effet sur sa santé, 3/ le temps de préparation de l'aliment.

Le souci général est de promouvoir l'agriculture familiale, d'autant que pour l'économie financière, l'agriculture est en général peu attractive (investissement spéculatif à faible rendement).

### **Séquence III** : Les leviers publics et privés

Ph. Mauguin : le levier public est désormais appelé à accompagner la transition écologique (Etats généraux de l'alimentation). Les leviers privés, comme les labels et les initiatives de terroir, peuvent contribuer à faire reconnaître la qualité d'un produit différencié (ex. fromage de Comté). Techniques numériques à mobiliser, par exemple pour la traçabilité.

L. Pasquier : « C'est qui le patron ?! » s'est préoccupé de la dimension sociale de l'alimentation durable. A. Boucomont : toucher les « influenceurs » d'opinion. Ph. Chalmin: chaque producteur peut trouver sa niche mais il y aura toujours des « commodities » (marchandises standard non différenciées). Pour les pays en développement, il faut souhaiter une politique agricole à la manière de la PAC initiale (Politique Agricole Commune de l'U.E.), celle de 1958.

Ph. Chalmin : il est regrettable de condamner sans appel les OGM, le glyphosate, etc. Mauguin : certes, l'INRA n'a pas un rôle de prescripteur.

*Armand Rioust de Largentaye P 69*